

Et puis le monsieur de la préfecture qui vient donner les papiers d'expulsion (oups ! Décidément le mot m'échappe) il l'a bien dit : faites un recours si vous voulez mais de toute façon vous ne gagnerez jamais. Ça c'est pas vrai. On gagne. Pas autant qu'on voudrait. Pas à tous les coups. Mais on gagne. Et chaque victoire mon petit monsieur elle a un goût de justice que vous n'imaginez pas. Mais quand on perd, ou quand on ne fait pas de recours, et bien il faut aller signer, trois fois par semaine donc, en attendant l'avion.

Et quand vient le jour du départ, les gendarmes accompagnent le demandeur d'asile qui n'a finalement pas pu demander l'asile (l'obtenir on n'y est pas hein ! Juste demander !) jusqu'à un centre de rétention. Des fois qu'il se barre au dernier moment, le salaud. Des fois que tout bien pesé, il préfère finalement la rue comme tant d'autres. Alors là, ça touche au génie : on l'emmène après que les associations qui travaillent dans ces centres pour faire respecter les droits des personnes sont parties. Ben oui parce que souvent il y a des vices de forme, parce

que les procédures et le droit ne sont pas respectés, et du coup les gens sortent avant qu'on les ait expulsés. C'est quand même con. Et là paf ! Le lendemain matin, très tôt, on les met dans un avion. Comme ça c'est sûr, ils n'ont eu le temps de voir personne. On est bien sûr que leurs droits ne seront pas respectés. Ouf ! Pays des droits de l'homme, on avait failli y croire.

Et puis il y a eu M. qui a choisi de repartir dans son pays en guerre. Pays où il était persécuté. M. était un intellectuel, quelqu'un de brillant, de cultivé d'extrêmement gentil. Mais un jour M. nous a dit : « Chez moi c'est l'enfer. L'Europe pour les réfugiés c'est l'enfer. Je préfère être en enfer avec ma famille. » Et le responsable local du Prahda se réjouissait de cette décision. J'aimerais juste, à titre personnel, dire à ce petit monsieur que quand M. est arrivé dans son pays, il était attendu à l'aéroport et que pendant cinq jours on n'a pas eu de nouvelles. Cinq jours. Il est vivant mais je vous laisse imaginer ce qu'il a subi. Allez-y faites un effort d'imagination, et puis d'empathie, et

puis aussi un peu d'humanité peut-être. Mais si, mais si, en cherchant bien vous devriez en être capable.



Pour M.,  
Pour tous les autres,  
Pour ceux qui ont choisi la rue et dont on perd la trace,  
Pour ceux qui ont choisi la rue et qui dorment sur les trottoirs de France,  
Pour ceux pour qui on a gagné,  
Pour tous ceux pour qui on gagnera, et ils seront nombreux parce qu'on va se continuer de se bagarrer,  
Pour tous, victimes de la politique dégueulasse mise en place depuis des années, victimes à venir des nouvelles mesures ignobles de ce gouvernement qui ose encore se prétendre humaniste. ■

## DOCTEUR JEKYLL ? NON, MISTER HYDE !

Il y a Emmanuel Macron en campagne, signant en janvier 2017 une tribune dans le journal le Monde.

« S'il est une erreur que les Européens ont faite, c'est de ne pas avoir cherché d'emblée une réponse commune face au défi migratoire : quand l'Italie affrontait seule l'arrivée des réfugiés à Lampedusa, au point que le pape François s'en est vivement ému, ni la France, ni l'Allemagne n'ont été au rendez-vous. De même, les Grecs ont longtemps été en première ligne, démunis et dépassés, face à l'afflux de réfugiés et de migrants.

Pour autant, la chancelière Merkel et la société allemande dans son

ensemble ont été à la hauteur de nos valeurs communes ; elles ont sauvé notre dignité collective en accueillant des réfugiés en détresse, en les logeant, en les formant. ».

Et il y a Emmanuel Macron président, par le biais de son toutou Gérard Collomb.

- raccourcissement du délai de dépôt de demande d'asile (de 120 à 90 jours)
- doublement de la durée maximale de séjour en centre de rétention (de 45 à 90 jours)
- raccourcissement du délai d'appel en cas de refus pour une demande d'asile (d'un mois à 15 jours)

- allongement de la retenue administrative pour vérification du droit de séjour.

Quelques réactions qui en disent long :

- 26 associations (comme Médecins du Monde ou le Secours catholique) ont saisi le conseil d'État pour contester un texte qui organise un tri selon les nationalités ;
- Benoît Hamon : « Ce que fait Macron, Sarkozy n'a même pas osé le faire ! » ;
- Christian Estrosi : « En matière d'immigration, le Président de la République va plus loin que ce que la droite a pu faire, je ne peux que le saluer. » ■

